

# Attention aux métiers en tension

*Il ne s'agit pas de complot, mais d'analyse systémique. On peut commenter et documenter chaque réforme ou chaque loi du gouvernement, en détail. On peut ensuite s'y opposer si elles nous semblent dangereuses (ce qui est quand même bien souvent le cas). Mais on peut aussi, prendre du champ et tenter une approche globale, pour mieux comprendre les politiques à l'œuvre et leur cohérence. Ainsi, la réforme de l'assurance chômage et France Travail, la loi immigration dite « Loi Darmanin » du nom de son charmant défenseur, la réforme du lycée professionnel et le dispositif Avenir Pro forment-ils un tout cohérent autour des métiers en tension.*

En effet, la nouvelle cause nationale semble être une volonté de combler les manques dans certains métiers, dits « métiers en tension » : couvreurs, chaudronniers, métiers de l'aide à la personne, plombiers, pharmaciens ou encore carrossiers. Mais on cherche aussi des cuisiniers, des travailleurs dans le secteur de la santé, dans le médico-social, dans la logistique, des chauffeurs-livreurs, .... et des professeurs. Bref, dans un certain nombre de secteurs, on cherche du monde. Alors au nom de la diminution du chômage, pour pallier l'envahissement des hordes sauvages d'étrangers ou pour permettre aux élèves de l'enseignement professionnel d'avoir des débouchés, le gouvernement met en place un certain nombre de mesures, qui se complètent. Un tableau proche de Picasso, s'il avait bossé pour le CAC 40. On peut détailler quelque peu ces différents dispositifs.

La réforme de l'assurance chômage a rendu plus difficile l'ouverture des droits au chômage. France Travail, qui va entrer en service début 2024, n'est pas qu'une énième plateforme de gestion. Elle va regrouper tous les sans emplois qui vont se voir obligés d'accomplir à peu près 15 heures de travail gratuit ou d'activités diverses par semaine pour pouvoir espérer continuer de toucher un petit quelque chose : chômage, RSA ... Il s'agit de les obliger donc à justifier chaque semaine de leur activités, de les traquer et donc de leur rendre la vie impossible jusqu'à ce qu'ils acceptent n'importe quoi.

Pour augmenter la main d'œuvre disponible, il y a les jeunes et les migrants. L'article 3 de la loi immigration permettrait de régulariser les migrants qui entreraient dans les filières de métiers en tension et de raccompagner plus facilement les autres à la frontière. Curieusement, à gauche même, ça ne choque pas tout le monde d'utiliser ainsi les gens qui fuient la misère et la guerre dans leur pays pour effectuer les métiers que nous ne voulons pas faire.

Quant aux jeunes, cela passe par la réforme des lycées professionnels. Celle-ci vise à permettre de faire plus de stages, sous-payés bien entendu, de permettre de calquer l'offre de formation sur l'offre d'emploi disponible dans le bassin où se trouve l'établissement, de laisser un peu plus la main aux entreprises pour décider des formations et du fonctionnement des établissements scolaires, de faciliter les orientations forcées des élèves vers les filières « en tension ». Par dessus s'ajoute le dispositif Avenir Pro. C'est encore une expérimentation, mais on sait que les expérimentations deviennent vite des faits. Il s'agit de laisser Pôle Emploi intervenir dans les établissements scolaires professionnels pour aider à l'orientation des élèves, notamment en les incitant à aller vers .... les filières « en tension ». Or, les élèves que l'on trouve dans les lycées professionnels sont, en grande partie, issus des couches les plus pauvres de la société.

Bien sûr, il y a tout de même une question que l'on pourrait se poser, mais que notre clairvoyant gouvernement semble totalement ignorer : ils appellent ça l'attractivité, nous on appelle ça les conditions de travail. Peut-être serait-il bon de se demander pourquoi de moins en moins de monde à envie de faire du soin à la chaîne avec des tarifs à l'acte absurdes, de maltraiter des élèves entassés dans des classes surchargées, de faire de la soudure dans des centrales nucléaires, de se flinguer la santé et le dos dans des travaux industriels, de travailler debout pendant des heures pour servir des clients pas toujours commodes. Tout ce travail étant bien sûr accompli pour des salaires assez modestes, mais avec des hiérarchies qui le sont moins. Mais cette question-là on n'en parle plus, on préfère refourguer ces métiers à celles et ceux qui n'ont d'autre choix que d'accepter parce qu'on les a mis dans une situation où ils ne peuvent refuser : les élèves des classes défavorisées, les migrants, les chômeurs .... ceux que l'on appelait tantôt le lumpenprolétariat. Ceux dont personne ne se soucie sauf pour dire qu'ils sont un fardeau pour la société des travailleurs honnêtes.

**Nous ne voulons pas de ce monde-là : un monde de gestion encore plus inhumaine de la ressource humaine via des plateformes numériques et des algorithmes, une gestion uniformisée (on le voit d'ailleurs au fait que la certification numérique PIX est imposée autant à Pôle Emploi que pour les élèves que pour les migrants). Se battre contre la loi Darmanin ou contre la réforme du lycée pro ou contre France Travail c'est aussi ça, se battre contre un monde et un modèle de société ultralibéral.**

***Périmée la lutte des classes ?  
Mon œil !***

